

BULLETIN D'INFORMATION

"L'INDÉPENDANT INTERNATIONAL" ACCUEILLE LES STAGIAIRES DE LA DEUXIÈME PHASE DU PROGRAMME D'ATELIERS, ET LE PRÉSIDENT DE L'ORGANISATION SOULIGNE QUE LA MAJORITÉ DES PARTICIPANTS SONT DES FEMMES

L'Organisation Indépendante Internationale a entamé la deuxième phase de son programme d'ateliers, marquant ainsi la première initiative dédiée à la lutte contre la migration irrégulière par le renforcement économique du travail informel. La fondation a accueilli deux groupes de nouveaux participants les mercredi et jeudi pour les familiariser avec le programme, le parcours de formation, les activités de l'organisation et les points focaux clés. La formation inclura l'entrepreneuriat et les métiers essentiels, avec des sessions prévues pour la deuxième phase du programme qui a débuté en janvier 2024.

Le programme d'ateliers comprend une formation en entrepreneuriat, en artisanat et des exercices professionnels, ainsi que divers services post-formation pour tous les stagiaires, tels que le marketing, la photographie de produits, le soutien à l'exposition, les consultations juridiques, tous fournis gratuitement.

Basma Fouad, fondatrice et présidente du conseil d'administration de la Fondation Indépendante Internationale, a déclaré que la deuxième phase introduira de nouveaux métiers artisanaux et ciblera plusieurs gouvernorats en Haute-Égypte. De plus, un certain nombre de femmes soudanaises se joindront au programme. Elle a ajouté que la majorité des participants sont des femmes qui aspirent à apprendre de nouveaux métiers et à démarrer leurs propres projets répondant à leurs besoins et exigences de vie.



LE ROYAUME-UNI S'ATTEND À UNE AUGMENTATION DU NOMBRE D'IMMIGRANTS EN 2024, AVEC L'ARRIVÉE DE 30 000 MIGRANTS IRRÉGULIERS EN 2023. PARMIS EUX, 24 000 ONT ÉTÉ EXPULSÉS

Lucy Moreton, une représentante du syndicat britannique de la Force frontalière, a anticipé une augmentation du nombre de migrants arrivant au Royaume-Uni via de petits bateaux en 2024. Elle a affirmé que la diminution du nombre de migrants réguliers traversant la Manche était due à des conditions météorologiques défavorables. Le dernier bateau à atteindre la Grande-Bretagne était le 16 décembre, transportant 55 personnes en provenance de France.

Moreton a souligné que le total des arrivées au Royaume-Uni en 2023 a atteint 30 000 cas, une baisse de plus d'un tiers par rapport à 2022, où le nombre était de 45 774 migrants selon les données gouvernementales. Le ministère de l'Intérieur britannique a annoncé l'expulsion de 24 000 migrants irréguliers en 2023, dont 5 500 Albanais.

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a déclaré que "stopper les bateaux" était l'une de ses cinq principales priorités et travaille actuellement à relancer un plan, précédemment entravé par le pouvoir judiciaire, pour envoyer les migrants illégaux au Rwanda depuis le Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni dépense actuellement plus de trois milliards de livres sterling par an pour traiter les demandes d'asile, et le coût de l'hébergement des migrants en attente de décisions dans des hôtels et autres logements s'élève à environ huit millions de livres par jour.

Le nombre cumulé de demandes d'asile en attente de décisions a atteint un niveau sans précédent, avec 134 000 demandes en 2023, le chiffre le plus élevé depuis près de 20 ans. Le gouvernement a déclaré avoir résolu 92 000 cas d'asile accumulés d'ici la fin de 2023 et travaille actuellement sur 112 000 cas en 2023, avec un taux d'octroi de 67%, inférieur au niveau de 2022 de 76%.

Le ministère de l'Intérieur britannique a révélé qu'en 2023, l'Afghanistan était le pays en tête envoyant des migrants irréguliers au Royaume-Uni, représentant 20% des arrivées, suivis des Iraniens (12%), des Turcs (11%), des Érythréens (9%) et des Irakiens (9%). Le nombre de migrants albanais irréguliers, qui étaient les plus nombreux en 2022 avec 12 658 migrants, a diminué de plus de 90%.

Le Royaume-Uni prévoit de déporter les migrants arrivés illégalement au Rwanda, une proposition initialement interdite par la Cour suprême mais qui a ensuite abouti à un nouvel accord avec le Rwanda.

En 2022, le nombre de migrants au Royaume-Uni a atteint son plus haut niveau, avec 745 000 personnes, et Londres s'est engagé à réduire ce chiffre de 300 000 au cours des prochaines années.



L'ESPAGNE ANNONCE LE DÉCÈS DE 3 MIGRANTS ET LE SAUVETAGE DE 15 AUTRES AU LARGE DES ÎLES CANARIES



Les services d'urgence espagnols ont annoncé la découverte de 3 migrants décédés au large des îles Canaries, tandis que 15 autres ont été sauvés. Les survivants, trouvés sur un bateau à environ 314 kilomètres au sud de l'île d'El Hierro, ont été transportés pour recevoir des soins médicaux. Certains d'entre eux souffraient de la faim et d'une température corporelle basse. Ils ont été évacués par hélicoptère vers El Hierro.

L'archipel espagnol fait face à sa pire crise migratoire cette année depuis 2006. Depuis le 15 novembre, 32 436 migrants sont arrivés aux îles Canaries, marquant une augmentation de 118 % par rapport à la même période de l'année dernière, selon le ministère espagnol de l'Intérieur.

Tunisie... Déjouer 13 tentatives de migration clandestine

La Garde nationale tunisienne a annoncé avoir contrecarré 13 tentatives de migration illégale à travers les frontières maritimes et sauvé 188 migrants illégaux. La région de la Garde nationale à Sfax a signalé l'arrestation de 5 individus impliqués dans l'organisation d'opérations de migration illégale et agissant en tant qu'intermédiaires. De plus, 10 bateaux en fer et 8 moteurs marins ont été saisis. En outre, une tentative de migration illégale à travers les frontières maritimes a été déjouée, sauvant 13 migrants, dont une jeune fille étrangère.



LES AUTORITÉS MAROCAINES INTERCEPTENT LA ROUTE DE 1000 MIGRANTS

Les autorités marocaines ont intercepté les voyages de 1000 migrants qui se rendaient en Espagne par le seul point frontalier de l'Union européenne en Afrique. Les unités de contrôle des frontières ont signalé l'expulsion de plus d'un millier d'individus en route vers les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, y compris des ressortissants d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et du Yémen. Ceuta et Melilla sont des enclaves espagnoles situées sur la côte nord du Maroc, servant de seule frontière terrestre de l'Union européenne en Afrique. Elles font régulièrement face à des tentatives de migrants, le trajet vers les îles Canaries étant une autre porte d'entrée en Europe dans l'océan Atlantique, notamment depuis la côte marocaine et la région disputée du Sahara occidental.

Dans un contexte connexe, une frégate de la Marine royale est intervenue à 118 kilomètres du port militaire de Dakhla pour secourir un bateau se dirigeant vers les îles Canaries. À bord se trouvaient 67 candidats à la migration illégale originaires de pays d'Afrique subsaharienne, dont une femme et quatre mineurs.

Par ailleurs, le tribunal a renouvelé la détention d'un suspect accusé de blanchiment de 20 millions de livres, le fruit d'une escroquerie, pour 15 jours pour sa participation avec d'autres à des activités criminelles liées à la migration illégale. Le suspect a accumulé des fonds grâce à des activités criminelles, a tenté de blanchir l'argent en créant des entreprises et en achetant des voitures, et a déposé certaines des sommes sur ses comptes bancaires et ceux de sa famille pour dissimuler la source illicite. Le montant total détourné atteint environ 20 millions de livres.

Les autorités marocaines ont également annoncé l'arrestation de 10 personnes accusées d'appartenir à un réseau criminel opérant des escroqueries sur des personnes aspirant à se livrer à la migration illégale dans la ville de Tanger. Les personnes arrêtées, âgées de 17 à 33 ans, sont soupçonnées d'être liées à un réseau criminel impliqué dans la fraude, la tromperie, l'enlèvement et le vol avec violence à l'encontre de ceux qui cherchent à migrer illégalement.



DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE AFRICAIN DES MIGRATIONS : CE QUI SE PASSE À GAZA NE PEUT ÊTRE IGNORÉ ET L'AFRIQUE SERA AFFECTÉE PAR LES DÉPLACEMENTS FORCÉS QUI Y ONT LIEU

Dr. Namera Najm, la directrice de l'Observatoire africain de la migration, a déclaré que l'Afrique sera fortement impactée par les événements actuels à Gaza et que le déplacement forcé qui s'y déroule ne peut être ignoré.

Elle a ajouté qu'il y a 1,9 million de Palestiniens déplacés de force à l'intérieur de Gaza en Afrique, et qu'ils ne se sont pas déplacés volontairement de leurs lieux de résidence. Cependant, le conflit les force à combattre et à se déplacer.

Ces remarques ont été faites lors de son séminaire intitulé "Déplacement forcé et défis du développement en Afrique", où elle a mentionné que le déplacement forcé signifie qu'il existe des raisons impérieuses ayant conduit les gens à fuir. Elle a souligné qu'il existe à la fois un déplacement forcé interne et international, aux côtés de la migration volontaire.

Dr. Najm a continué en disant que dans le droit international, le terme utilisé est "migration irrégulière" plutôt que "migration illégale", car le droit international garantit le droit à la liberté de mouvement et à la migration pour tous.

Elle a déclaré que l'utilisation du terme "migration illégale" nie et viole les pactes fondamentaux des droits de l'homme. Dr. Najm a expliqué que 80% des personnes déplacées dans le monde sont internes, ne traversant pas les frontières. Les guerres et les conflits sont les principales causes du déplacement forcé.

Concernant les zones actuelles de déplacement forcé en Afrique, elle a mentionné le Soudan, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Burkina Faso. Dr. Najm a noté que l'ensemble de la région côtière africaine connaît des mouvements internes et transfrontaliers entre les pays voisins.

En discutant des raisons du déplacement, elle a dit que l'instabilité politique, la pauvreté des ressources, les changements climatiques et le terrorisme sont les principales causes. La plupart des grandes villes en Afrique sont entourées d'un cercle de personnes déplacées internes vivant dans des zones non qualifiées, sans services et dans des conditions de santé désastreuses. Ces personnes migrent des villages vers les villes à la recherche de moyens de subsistance et d'emploi en raison du changement climatique, entraînant des inondations et des sécheresses sans précédent, rendant les terres de ces personnes déplacées inappropriées pour l'agriculture.

Dr. Najm a ajouté que l'élévation du niveau de la mer affecte les habitats de pêche, entraînant une érosion sur les côtes et une dégradation des terres. Cela signifie que la vie humaine sur terre est consommée à mesure qu'elle se déplace des côtes vers les villes, non qualifiées pour la vie.

Elle a souligné qu'une partie fondamentale de la création de l'Observatoire africain de la migration est le suivi des chiffres liés à la migration. Actuellement, toutes les données et statistiques liées à la migration proviennent de l'extérieur du continent. Quatre-vingts pour cent des déplacements à l'intérieur du continent se font à l'intérieur de l'Afrique, dont 60% se déplacent et se déplacent à l'intérieur de leurs propres pays. Ceux qui se déplacent en dehors du continent représentent seulement 20% de la migration irrégulière dans le monde, et ce sont ceux sur lesquels se concentre l'Occident, en particulier en ce qui concerne la migration en provenance d'Afrique plutôt que d'Asie.

Dr. Najm a conclu en soulignant que les migrants irréguliers d'Asie sont plus nombreux que ceux d'Afrique, principalement parce que l'Afrique a la population la plus jeune du monde et le restera pendant longtemps. Elle a souligné que certains pays font du commerce avec la question de la migration au sein de l'Union européenne pour obtenir de l'argent. L'Italie est l'un des principaux pays destinataires de la migration irrégulière, avec de nombreux migrants irréguliers travaillant comme main-d'œuvre bon marché dans la construction en Italie. Lorsqu'il est question de réseaux de migration irrégulière et de trafic d'êtres humains présents en Libye, ces réseaux sont ceux qui offrent des opportunités aux migrants en Italie, où ils trouvent des opportunités d'emploi dans les pays européens en tant que main-d'œuvre bon marché.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT BRITANNIQUE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES : L'ÉCHEC À TRAITER L'« IMMIGRATION » DÉTRUIRA LA CONFIANCE ENVERS LES HOMMES POLITIQUES ET LE GOUVERNEMENT



David Cameron, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, a déclaré que l'absence de mesures pour résoudre la question des traversées en petites embarcations dans la Manche serait destructrice pour la confiance du peuple britannique envers les hommes politiques et le gouvernement. Cette déclaration fait suite aux critiques concernant la législation du Premier ministre Rishi Sunak concernant le transfert des immigrants illégaux au Rwanda.

Cameron a mentionné que la proposition de Sunak est le meilleur projet législatif pour accomplir la tâche, confirmant que le ministère des Affaires étrangères pourrait participer davantage pour aider à la mise en œuvre de l'engagement de Sunak à "arrêter les bateaux". Il a déclaré que des dialogues sur l'immigration pourraient être initiés avec les pays dont les citoyens viennent en petites embarcations en Grande-Bretagne et que de l'aide devrait être fournie.

Il a ajouté : "La présence d'une migration illégale très claire est incroyablement destructrice pour le système d'immigration légale et l'immigration dans n'importe quel pays. C'est aussi destructeur pour la perception que les gens ont de la capacité des hommes politiques et des gouvernements à agir en leur nom."



L'Union européenne approuve 5 nouvelles réglementations pour traiter la 'migration et l'asile'

Dans le cadre de la politique actuelle des États membres de l'Union européenne contre la migration, le Parlement européen a approuvé cinq nouvelles réglementations liées au cadre juridique de l'Union européenne concernant la gestion des questions d'asile et de migration. Le Parlement, actuellement présidé par l'Espagne, discutera de ces cinq nouvelles réglementations. Elles couvrent toutes les étapes de la gestion de l'asile et de la migration, depuis l'examen des immigrants illégaux à leur arrivée dans les pays de l'Union, la collecte de données biométriques, les procédures de demande d'asile et leur traitement, les règles de migration, la détermination de l'État membre responsable du traitement des demandes d'asile, jusqu'à la coopération et à la solidarité entre les États membres. Les réglementations abordent également la manière de faire face aux situations de crise, y compris les cas d'exploitation des migrants. L'objectif de ces nouvelles réglementations est de rendre le système d'asile européen plus efficace et d'accroître la solidarité entre les États membres en leur permettant de partager la charge, notamment pour les pays qui reçoivent la majorité des migrants. Fernando Grande-Marlaska Gómez, le ministre espagnol de l'Intérieur, estime que ces nouvelles réglementations amélioreront le système d'asile et de migration de l'Union européenne. Elles fournissent un mécanisme pour traiter les questions de migration, considérées comme le plus grand défi pour l'Union. Il confirme l'engagement de l'Union européenne à traiter les causes profondes de la migration, à travailler avec les pays d'origine et de transit, et à lutter contre le fléau du trafic de migrants.



EN RAISON DE LA MIGRATION ILLÉGALE, UN ÉGYPTIEN A ÉTÉ ARRÊTÉ POUR TENTATIVE DE BLANCHIMENT D'ARGENT PROVENANT DU TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS. L'UNITÉ DES CRIMES CONTRE LES FONDS PUBLICS A DÉCLARÉ QUE L'ACCUSÉ AVAIT COLLECTÉ 20 MILLIONS DE LIVRES ÉGYPTIENNES À PARTIR DE SES ACTIVITÉS ILLÉGALES

La cour a renouvelé sa décision de maintenir en détention un suspect, accusé de blanchiment de 20 millions de livres égyptiennes, pendant 15 jours pour sa participation avec d'autres à des activités criminelles liées à la migration illégale. Le suspect est présumé avoir accumulé des gains financiers provenant de ses activités illégales.

L'Unité des crimes contre les fonds publics et le Secteur du crime organisé ont arrêté le propriétaire d'une agence de publicité dans le gouvernorat de Kafr El-Sheikh pour sa participation avec d'autres à des activités criminelles liées à la migration illégale et pour avoir accumulé des gains financiers provenant de ses activités illégales, tentant de blanchir ces fonds.

La cour a inculpé le suspect de participation à des activités criminelles en collaborant avec d'autres dans le domaine de la migration illégale, d'accumulation de gains financiers provenant de ses activités illégales et de tentative de blanchiment de ces fonds en créant des activités commerciales, en achetant des véhicules et en déposant une partie de l'argent sur les comptes bancaires du suspect et de ses membres de la famille, dans le but de dissimuler la source des fonds et de les légitimer, les présentant comme s'ils provenaient d'entités légitimes.



ISRAËL LANCE SON PLAN DE DÉPLACEMENT FORCÉ DES PALESTINIENS ISRAËL ENTAME DES POURPARLERS AVEC LE CONGO ET D'AUTRES PAYS POUR RELOCALISER LES HABITANTS DE GAZA. LES ÉTATS-UNIS RÉAFFIRMENT QUE GAZA EST UN TERRITOIRE PALESTINIEN ET LE RESTERA.

Un article de presse révèle qu'Israël a mené des pourparlers secrets avec le Congo et plusieurs autres pays pour accepter des milliers de migrants de la bande de Gaza. Israël a annoncé son intention de relocaliser les habitants de Gaza hors du territoire après avoir forcé près de deux millions de personnes à quitter leur foyer.

Le ministre du Renseignement, Gilad Gamliel, a déclaré à la Knesset que « le monde devrait soutenir la migration humanitaire depuis Gaza parce que c'est la seule solution que je connaisse ». Elle a ajouté : « Après la guerre, le pouvoir du Hamas s'effondrera, il n'y aura plus d'autorités municipales et les populations civiles dépendront entièrement de l'aide humanitaire. Il n'y aura pas d'emploi et 60 % des terres agricoles de Gaza seront transformées en tampon de sécurité. zones."

Gamliel a en outre mentionné que davantage d'attaques contre Israël ne seraient qu'une question de temps, affirmant : « Le problème de Gaza ne nous appartient pas uniquement. Le monde doit soutenir la migration humanitaire (depuis le secteur), car c'est la seule solution que je connaisse.

D'un autre côté, le ministre israélien de droite de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a soutenu qu'il était nécessaire de promouvoir une solution encourageant la migration des résidents de Gaza. Il a estimé qu'il s'agissait d'une solution correcte, juste, éthique et humaine. Il a affirmé que le départ des Palestiniens de Gaza « ouvrira également la voie au rétablissement des colonies juives dans les territoires palestiniens ».

Ben Gvir a estimé qu'"encourager la migration des habitants de Gaza permettra la réinstallation des populations dans les zones frontalières et (du bloc de) Gush Katif", l'ancien bloc de colonies de la bande de Gaza.

Pendant ce temps, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a appelé au retour des colons juifs dans la bande de Gaza après la guerre, suggérant que les Palestiniens du secteur devraient être encouragés à émigrer vers d'autres pays.

Les États-Unis ont condamné les déclarations des ministres israéliens, le porte-parole du Département d'État américain Matthew Miller déclarant : « Les États-Unis rejettent les récentes déclarations des ministres appelant à la réinstallation des Palestiniens en dehors de Gaza », considérant ces déclarations « incitatives et irresponsables ». " Miller a souligné que le gouvernement américain, y compris le Premier ministre Benjamin Netanyahu, les avait informés à plusieurs reprises que ces déclarations ne reflétaient pas la position du gouvernement israélien. Il a réitéré que les États-Unis considèrent « Gaza comme un territoire palestinien et le resteront ».

LA LIBYE A ANNONCÉ LE RENVOI DE 342 MIGRANTS IRRÉGULIERS VERS LA GUINÉE ET LA GAMBIE



Le Colonel Mohamed Breda, le chef adjoint de la branche de l'Agence de lutte contre l'immigration illégale à Tripoli, a annoncé le renvoi de 342 migrants irréguliers vers Conakry, en Guinée, et la Gambie par l'aéroport international de Mitiga. Breda a déclaré que 170 migrants sont partis pour la Gambie, tandis que 172 autres ont été renvoyés en Guinée hier.

Breda a souligné que le processus de renvoi des migrants irréguliers dans leurs pays se poursuit presque quotidiennement. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avait précédemment annoncé qu'elle avait rapatrié 136 migrants bengalis de Libye vers la capitale, Dhaka, au Bangladesh, via l'aéroport international de Benina à Benghazi, vendredi dernier. L'organisation a déclaré dans un communiqué de presse que les migrants avaient entrepris le rapatriement de manière volontaire, avec 132 hommes et quatre femmes, dont 41 personnes nécessitant des soins médicaux.

